



**LA MALEDICTION DES RESSOURCES ET LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES
ENTREPRISES (RSE) DANS LES PAYS A ECONOMIE RENTIERE**

**RESOURCE MALEDICTION AND CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY (CSR) IN
RENEWABLE ECONOMIC COUNTRIES**

Farida Ferkoul^{1*}, Ecole Supérieure de Commerce, Kolea. Algeria

Laboratoire des réformes économiques, développement et stratégies d'intégration en économie mondiale.

Ali Nabil Belouard², Université de Boumerdès. Algeria.

Date de Réception : 10/04/2019 ; Date de révision : 08/06/2019 ; Date d'acceptation : 07/07/2019

RESUME

Cet article présente un éclairage sur les enjeux et les controverses liés à la malédiction des ressources "resource curse" et à la responsabilité sociétale des entreprises dans les pays à économie rentière. La pratique de la RSE laisse place à des interprétations et des adaptations entraînant conflit entre l'entreprise et les parties prenantes des projets extractifs à savoir: les gouvernements centraux, les organisateurs de la société civile et les populations locales. Les économies axées sur les activités extractives tendent à se développer plus lentement et que ces dernières génèrent de la corruption et violences internes au sein des pays en question.

Dans ce papier, nous essayons d'analyser la question suivante: Une abondance en ressources naturelles est-elle donc un facteur de réussite ou de malchance pour un état. Et ce à travers une revue des expériences des économies exploitant des ressources naturelles et les politiques adaptées par ces économies dans le but d'améliorer les biens etres.

Mots clés : Responsabilité sociétales des entreprises, Resource curse , entreprises pétrolières.

Classification JEL: G11, G34, M14

ABSTRACT

This article sheds light on the issues and controversies related to the curse of resources "Resource curse" and the corporate social responsibility of countries with a rentier economy. The practice of CSR leaves room for interpretations and some adaptations lead to conflicts between the company and the stakeholders of extractive projects, namely: central governments, organizers of civil society and local people. Economies focused on extractive activities tend to develop more slowly and these generate internal corruption and violence within the countries in question.

In this paper, we try to analyse the following question: Is an abundance of natural resources a factor of success or bad luck? Through the review of experiences of economies exploiting natural resources and the policy used by these economies in order to improve the human being.

Keywords : Corporate Social Responsibility, Resource Curse, Oil Companies.

JEL classification : G11, G34, M14

* Auteur Correspondant : Farida Ferkoul.

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

1. Introduction

Cette communication¹ tente d'évaluer les potentielles actuelles de la responsabilité sociétales des entreprises (désormais RSE) pour résoudre les problèmes de gouvernance. Tandis que les industries extractives telle que le gaz et le pétrole génèrent relativement peu de poste de travail et liaisons économiques locales en les comparant avec les secteurs de services ou manufacturières, elles ont été blâmés pour leurs contributions à la déformation des économies nationales et, au sapement et à la destruction des fondements de bonne gouvernance. Plusieurs pays producteurs de pétrole ont subi et ont souffert du phénomène économique connu sous le nom de « Resourcecurse » ou la malédiction des ressources. En dépit qu'ils sont bien doté en ressource naturel, les pays producteurs de pétrole ont éprouvé un sous-développement économique, une mauvaise gestion politique et des conflits militaires. Ce constat confirmé et soutenu par plusieurs études quantitatives et qualitatives et également admis par les économistes de la Banque Mondiale et du FMI (Gelb1988; Ross 1999; Sachs et Warner 1999, 2001).

2. La malédiction des ressources

Les exportations pétrolières ont générés des effets sociétaux négatifs que les spécialistes qualifient de la malédiction des ressources. Cette malédiction a un impact sur l'économie, la gouvernance et la société.

2.1. Impact sur l'économie

Afflux considérable de devises entrant est généré par les exportations des industries extractives mènent à l'appréciation du taux de change de la monnaie local, ce qui rend plus difficile d'exporter les produits manufacturière et agricoles – un phénomène connu sous le nom de « Dutchdisease » ou le Syndrome Hollandais. Les industries extractives détournent également les capitaux, la main d'œuvre et les activités entrepreneuriales des autres secteurs non rentiers (manufacturiers et agricoles) en faveur des secteurs rentiers ; ainsi en étouffant et en suffoquant le développement des autres secteurs (non rentiers).

Ce n'est pas du tout étrange, il a été montré que les pays riches en ressources naturelles ont eu des taux de croissance économiques inférieurs, sur le long terme, que les pays non dotés de ces ressources (Corden1984; Sachs et Warner 1999, 2001).

2.2. Impact sur la gouvernance. Les industries extractives exportent à la société des pratiques qui peuvent saper la bonne gouvernance et la responsabilité politique.

Étant donné leur entière dépendance aux revenus des secteurs extractives, les gouvernements dans les pays riches en ressources peuvent négliger la taxation des secteurs non rentiers et peuvent avoir peu d'incitation et d'encouragement d'élever les autres secteurs économiques et d'améliorer la qualité des institutions. Il a été montré que les pays riches en ressources ont des niveaux de corruption très élevés et des niveaux d'éducatons très bas que dans les pays non riches en ressources (Gylfason 2001; Leite et Weidmann 1999).

2.3. Impact sur les conflits.

L'extraction des ressources naturelles nécessite peu de coopération humaines et tendent à être moins affectée par les conflits que les secteurs manufacturières et les secteurs de services. Puisque les compagnies

¹Cette communication emprunte largement de Jędrzej George Frynas., « Beyond Corporate Social Responsibility : Oil Multinationals and Social Challenges », Cambridge University Press, 2009.

²Le premier à avoir défini la RSE est Milton Friedman dans « The social responsibility of business is to increase its profits ». *New York Times Magazine*, Sept 1970. Pour plus de détail voir: Jan Schmitz et Jan Schrader, « Corporate Social Responsibility: A Microeconomic Review of the literature », *Journal of Economic Surveys*, vol. 29, N° 1, 2015.

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

multinationales peuvent construire les infrastructures nécessaires, y compris l'accès au route, elles sont capables d'assurer leur propre sécurité et – territoire économiques enfermés- elles reposent peu sur les liaisons commerciales locales. Ainsi, les gouvernements dans les pays riches en ressources ont moins d'incitation de garantir une stabilité économique et politique.

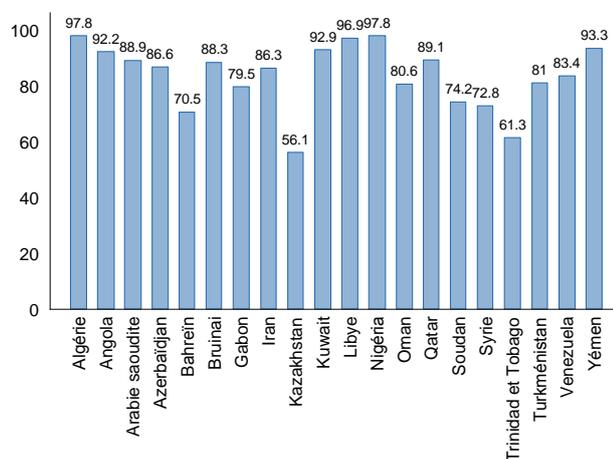
En plus, la perspective de parvenir à avoir un contrôle sur les revenus des ressources naturelles, peut encourager la constitution des groupes rebelles et de mouvement de séparatistes. Il a été montré que la dépendance d'un pays des ressources naturelles augmente dramatiquement les menaces de conflits armés (Collier etHoeffler 1998, 2000;ElbadawietSambanis 2000; Keen 1998).

Un des experts a résumé le destin et le sort des pays exportateurs de pétrole : « leurs réalité fait réfléchir : les pays qui dépendent du pétrole pour leur subsistance sont parmi les plus agités et inquiets économiquement, les plus autoritaires, et les plus tourmentés en conflit dans le monde »(Karl 2005, 21).

Les deux pays en développements tel que : Nigéria et Venezuela ont souffert de la malédiction des ressources. Les effets potentiels de la malédiction des ressources étaient plus grands dans les pays avec une dépendance élevée aux revenus de gaz et de pétrole, tel que l'Algérie et Nigéria (voir Figure 1).

Dans la plupart des pays développés, les effets de la malédiction des ressources sont minimisés grâce à la diversification de l'économie et la politique prudente du gouvernement. En outre, un nombre faible des pays en développement riches en ressources- en particulier Botswana, Chili et Malaisie – n'ont pas été capable seulement de battre la malédiction des ressources mais ont atteint des croissances économiques élevées (Hojman2002;SarrafetJiwanji 2001; Usui 1996). La grande différence entre les pays riches en ressources naturelles réussis et ceux non réussis est la qualité de gouvernance. Dans les pays riches en ressources réussis, les revenus des exportations des industries extractives sont utilisés pour stimuler la croissance économique , tandis que l'économie est isolée et calorifugée,dans les pays riches en ressource non réussis des effets de la malédiction des ressources à travers des politiques gouvernementales tel que : l'établissement de « stabilisation des revenus » ou un « fonds d'épargne »(Stevens 2005) fonds souverains, pour l'Algérie fonds de régulations de recettes pétrolières.

Les différences entre les pays réussis et moins réussis en termes d'impact du secteur de gaz et de pétrole sur l'économie local sont énormes. Au Brésil et à la Malaisie, à peu près 70% des biens et services achetés par les compagnies pétrolières sont alimentés localement ; en Indonésie et Nigéria, la part de capacité local est seulement 25% et 5 %, respectivement (United NationsConference on Trade and Development 2007, 141).



La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

Fig 1. Pays à forte dépendance aux exportations du gaz et du Pétrole

Étant donné des politiques gouvernementales adroites et ingénieuses et des institutions sociétales appropriées peuvent réduire ou éviter les effets de la malédiction des ressources, le défi majeur pour les pays riches en ressources est comment améliorer les conditions macroéconomiques et macro politiques. En d'autres termes, le challenge est comment perfectionner la gouvernance sociétale, qui est définie, ici, comme les différentes manières à travers lesquelles la vie sociale est coordonnée (Heywood 2002, 6). Une étude récente de UN sur les industries extractives soulignent 'la nécessité urgente' de remettre en bon état la gouvernance sociétale :

Sans un cadre de gouvernance bien développé, il y a un risque élevé que les bénéfices de l'extraction ne se réaliseront pas, que le système fiscal mènera à une participation inégale des revenus, que le manque de cohérence et de concertation de stratégie de développement mènera à leur détournement ou mauvais emploi (usage impropre), que les populations locales seront laissées déçu, et que la dégradation environnementale, les risques de santé et les conflits surviendront ou adviendront. (United Nations Conference on Trade and Development 2007, 96)

3. Les initiatives liées à la responsabilité sociétale des entreprises

Les recherches récentes suggèrent que, même, les initiatives les plus éclairées et considérables de la responsabilité sociétales des entreprises peuvent faire face à des contraintes systémiques résultantes des systèmes existants de gouvernance sociétale. Dans leur recherche sur les initiatives de British Petroleum (BP) pour contribuer au développement d'Azerbaïdjan, Gulbrandsen et Moe (2007) suggèrent qu'un changement de la concentration des activités de RSE du niveau micro envers les problèmes de gouvernance au niveau macro est crucial pour adresser les questions de développement. De même, dans son travail sur les initiatives de RSE dans le secteur du café, MacDonald (2007, 793) a trouvé que la concentration seule des initiatives de RSE sur les chaînes logistiques de l'industrie a limité leur habilité à avancer les autres dimensions du bien-être du travailleur et du producteur qui sont en profilé par les acteurs étatiques et non-étatiques. Un nombre d'auteurs ont récemment pointés l'importance de l'enchaînement du RSE à la gouvernance sociétale au sens large (Blowfield et Frynas 2005; Frynas 2008; Tallontire 2007).

Les compagnies pétrolières avaient tendance à rejeter, la notion qu'elles devraient adresser activement les problèmes de gouvernance au niveau macro. La gouvernance dans une société est ultimement reliée au rôle du gouvernement, et les compagnies ont été réticentes de devenir aspiré et convoité dans la sphère politique. À titre d'exemple, le sénateur (député) USAIS raconte dans ses conversations privées comment les compagnies Américaines ont été passionné de devenir impliquées dans plusieurs initiatives de développement dans l'éducation et la santé, mais par exemple, nous ne pouvons pas devenir des compagnies participant aux activités de construction en Zambie. En termes d'un manager d'une seule compagnie pétrolière interviewée : « nous ne pouvons pas être gouvernement ».

Table 1: compagnies pétrolières soutenant la transparence des revenus

Compagnie	Pays	Transparence des revenus	EITI
BP	UK	+	+
Shell	UK	+	+
Chevron	USA	+	+
Exxon	USA	+	+

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

Statoil	Norvège	+	+
Norsk Hydro	Norvège	+	+
Total	France	+	+
ENI	Italie	+	+
Repsol	Espagne	+	+
OMV	Autriche		
CNOOC	Chine		
Sinopec	Chine		
Lukoil	Russie		
Gazprom	Russie		
MOL	Hongrie		
Petrobras	Brésil	+	+
Petronas	Malaysia		
PKN Orlen	Pologne		
PTT	Thaïlande		
Sasol	Sud d'Afrique	+	

Source: Jędrzej George Frynas, op-cit, 2009.

Bien que la notion de non implication dans les affaires du gouvernement n'ait pas changé radicalement, un nombre de compagnies pétrolières multinationales, y compris Shell, BP et Statoil reconnaissent maintenant qu'elles peuvent jouer un rôle positif dans le renforcement de la gouvernance. BP en Azerbaïdjan est considérée de loin par la plus grande série de tentative par une seule compagnie à régler et à adresser les insuffisances de la gouvernance. La compagnie a publiquement annoncé qu'elle est préparée « à s'engager dans le processus de décision politique et offre l'assistance, appropriée, sur le développement et la mise en œuvre des agendas politiques, qui comporte les considérations d'adresser l'allègement de la pauvreté, la gestion de revenu, et l'énergie domestique (cité dans Gulbrandsen et Moe 2007, 819). BP a coopéré avec le gouvernement d'Azerbaïdjan pour faciliter l'expertise sur le management des revenus pétroliers et le fond de pétrole étatique du pays. En outre, la compagnie gère une initiative de développement régionale pour initier des interventions de développement régional en Géorgie, Turquie et Azerbaïdjan, avec la Banque Européenne pour la reconstruction et Développement et la Banque Mondiale comme partenaire.

La gouvernance est à améliorer à travers la capacité de construire une société civile, raffermissement la règle de loi, et d'offrir un conseil d'expertise et une assistance (Gulbrandsen et Moe 2007).

Les initiatives de BP en Azerbaïdjan sont exceptionnelles dans plusieurs façons, mais autres compagnies multinationales déclarent également à contribuer à une meilleure gouvernance. Sur 30 compagnies de gaz et de pétrole (analysées par Jędrzej George Frynas), 11 déclarent explicitement qu'elles adressent les problèmes de gouvernance. Toutefois, la capacité des initiatives de gouvernance est très limitée et très restreinte. Toutes les 11 compagnies se sont largement concentrées sur un seul problème de gouvernance : transparence des revenus, ceci nécessite l'ouverture et l'accès à l'information concernant les paiements de la compagnie et revenu du gouvernement issu des mines, gaz et pétrole. 9 de ces compagnies sont basées dans des pays

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

développés. Seulement deux de ces 11 compagnies –Petrobras de Brésil et Sasol de Sud Afrique– sont basées dans des marchés émergents, ce qui reflète la sophistication relative de ces deux compagnies pour adresser les défis de RSE (voir Table 1).

La transparence des revenus est considérée, à l'heure actuelle, par les décideurs politiques, par la plupart des compagnies pétrolières et par les organisations non-gouvernementales, comme une initiative prioritaire pour adresser la gouvernance dans les pays riches en ressources.

Il est supposé que la transparence peut contribuer vers la minimisation des effets de la malédiction des ressources à travers les effets socio-économiques et les bénéfices politiques. Le principal bénéfice escompté de la transparence est la réduction de la corruption. En effet, un des experts de la transparence a énoncé : « le mot 'transparence' est souvent utilisé comme synonyme d'absence de corruption. La transparence est également pensée comme une solution ou un vaccin contre la corruption » (Henriques 2007, 137). BP était une compagnie pétrolière pionnière en termes de transparence de revenus. En 2001, BP a annoncé qu'elle devrait publier les informations suivantes annuellement sur ces opérations en Angola : la production nette totale par bloque de pétrole, les paiements par la compagnie à l'entreprise pétrolière étatique Sonangol en ce qui concerne les contrats participation-production ; les taxes totaux et les leviers payer par BP au gouvernement d'Angola comme résultat de ces opérations.

Dans la même année, BP a divulgué certains paiements que la compagnie a effectués au profit du gouvernement d'Azerbaïdjan. Dans une initiative sans précédente, la compagnie a publié, sur le site Web en 2002, différents documents y compris les accords de participation-production signé avec le gouvernement d'Azerbaïdjan. Les actions de BP sur la transparence ont été vues comme une étape importante par les organisations non-gouvernementales, notamment Global Witness (organisation non gouvernementale basée à Londres) qui a accompagné le dévoilement d'une telle information par les compagnies pétrolières. Toutefois, aucune des autres grandes compagnies pétrolières n'a suivi la voie de BP en offrant la publication de leurs paiements aux gouvernements.

Selon les interviews par des officiels Angolais, le gouvernement de l'Angola était très mécontent par la décision unilatérale prise par BP de publier les revenus attribués au gouvernement, et les hauts fonctionnaires du gouvernement d'Angola ont même menacé d'expulser BP de leur pays comme conséquence. L'expérience de BP en Angola a démontré les limites de l'initiative de gouvernance par rapport aux réactions collectives du gouvernement : la plupart des compagnies devraient bénéficier de l'amélioration de la gouvernance dans les pays hôtes, mais les compagnies peuvent être réticentes de poursuivre les initiatives de gouvernance parce que leur initiative individuelle n'est pas soutenue par les décideurs. La leçon de BP à Angola a partiellement révélé la naissance de l'« Initiative de Transparence des Industries d'Extractions » (EITI). L'EITI était lancée en 2003 pour améliorer la transparence de revenus payés au gouvernement hôtes par les compagnies de mines, de Gaz et de pétrole, ce qui devrait à son tour limiter la corruption liée à ces revenus. La force clé de l'initiative était d'entraîner toutes les compagnies ainsi que la composante de la société à adhérer à cette initiative et éviter par conséquent les problèmes suscités que BP a rencontré en Angola. Une autre force était l'obligation d'impliquer la société civile et les auditeurs indépendants, ce qui aide à surveiller convenablement la mise en œuvre d'EITI dans un pays donné.

L'établissement d'un « fond d'épargne de revenus » est un outil qui contribue à la transparence de revenu pour aider à la réduction des effets négatifs de la malédiction des ressources. Par exemple, la création du fond de pétrole étatique de la république d'Azerbaïdjan (SOFAZ) a dans une certaine mesure protégée l'économie locale en Azerbaïdjan des fluctuations des prix de pétrole et l'appréciation extrême de la monnaie, en déposant une partie des revenus pétroliers du pays dans un compte à l'étranger. SOFAZ devient (en termes de l'unité

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

de la veille économique) 'l'institution du gouvernement la plus transparente en Azerbaïdjan (Economist Intelligence Unit 2006, 26).

La SOFAZ s'est adhérent à l'EITI(Extractive Industries Transparency Initiative), et l'EITI nécessite la publication des données annuelles sur les flux des revenus d'Azerbaïdjan. Pour trouver un remède à la malédiction des ressources, l'Azerbaïdjan a créé plusieurs fonds d'épargne des revenus transparent, ainsi l'Azerbaïdjan a réalisé plus d'effort à cet égard que la majorité des autres pays riches en ressources.

Tandis que L'expérience Tchadienne avait rapporté certains bienfaits positifs à la société, et elle a aidé à calorifuger et protéger le pays de la Malédiction des ressources pour plusieurs années. Ceci était le fruit de l'application du programme de la Banque Mondiale dans la gestion de revenu au Tchad.

Il y a une forte évidence que la transparence a des effets positifs sur le plan politique, social et économique :

3.1. Effets politiques

La transparence perfectionne la circulation informationnelle entre les dirigeants et les subordonnés. Elle assure que les flux financiers sont reportés à une large audience dans une manière accessible publiquement, détaillés et compréhensibles. Les études montrent que la transparence dans les revenus et les flux de dépense réduisent le champ et l'envergure de corruption et générant les cycles de budget politique, ce qui signifie que les politiciens ont moins de capacité de dépenser trop les budgets pendant un certain temps (durant les années d'élection).(Alt etLassen 2006a,b).

Les flux informationnels améliorent cette forme de gestion des revenus rendu possible par la création effective de fonds d'épargne des revenus'. Les leaders politiques peuvent également tirer profit de ces flux d'informations ce qui crédibilise leurs déclarations, leurs actions et leurs bilans et renforce leur légitimité politique et institutionnelle vis-à-vis des organisations internationales.

3.2. Effets économiques

La transparence améliore la crédibilité du pays auprès des investisseurs étrangers et des banques internationales. Il y a une évidence que les pays qui jouissent d'une grande transparence peuvent bénéficier de faibles couts en matière d'emprunt dans les marchés de dette souveraine et de volume d'investissement plus important. (Gelos et Wei 2005; Glennerster et Shin 2003).

L'adoption des initiatives de transparence peut toutefois contribuer à l'amélioration du climat d'investissement en fournissant un signal claire aux investisseurs et les institutions financières internationales que le gouvernement est engagé à améliorer la responsabilité et la bonne gouvernance.

3.3. Effets sociales :

Les effets économiques et politiques positifs peuvent avoir plusieurs effets sociaux indirects. En perfectionnant la qualité de la gouvernance, réduisant les couts des investissements et en attirant des capitaux étrangers, la transparence se répercute positivement et indirectement sur différents aspects, y compris la contribution à la réduction de la pauvreté. En plus, un climat général de transparence habilite les composantes de société civile à suivre de près les décisions de dotation budgétaire au niveau sectoriel, régionale et locale. Ainsi, La transparence du gouvernement central a des effets modèles pour les autres démembrements de la vie publique et économique (Shultz 2004).

La principale conclusion du rapport de l'organisation internationale de la transparence est que la plupart des 42 compagnies analysées 'ne font pas assez d'efforts pour présenter leurs redevances aux gouvernements hôtes par pays et ne divulguent pratiquement pas l'information liée aux programmes et aux opérations anti-corruption (Transparence International 2008, 24).

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

En effet, les rapports de la RSE et des 'initiatives de transparence' ont beaucoup plus tendance à faire croire à l'opinion publique et les médias que les entreprises sont des acteurs responsables qui se soucient à la fois de l'environnement, de la population et de leur propre profit.

En résumé, les compagnies utilisent l'influence politique pour atteindre les objectifs de l'entreprise liés à la maximisation du profit, mais elles utilisent rarement cette influence pour encourager l'amélioration de la gouvernance.

4. Conclusions

La gouvernance reste le principal défi pour les industries extractives. Ce papier a tenté de démontrer que l'agenda actuel de RSE peine à résoudre les problèmes de gouvernance. Une seule exception est la transparence, laquelle a été soutenue par un nombre de compagnies multinationales. En effet, ce papier a souligné par de nombreuses évidences que la transparence peut générer plus d'effets positifs- allant de l'augmentation des investissements étrangers à la réduction de la corruption dans les différents secteurs. Cependant, l'efficacité des initiatives actuelles de transparence – principalement EITI – est sévèrement mise en cause. D'une part, la plupart des pays producteurs de pétrole manquent de conditions pour la réussite des initiatives de transparence, d'autre part, l'EITI est contrainte par sa focalisation sur la transparence des revenus – contrairement à la transparence des dépenses du gouvernement.

La plupart des compagnies multinationales n'admettent pas qu'elles aient une responsabilité sur les problèmes au niveau macroéconomique et les problèmes liés –à l'impact de l'industrie de gaz et de pétrole sur la société au sens large. En effet, une étude Norvégienne portée sur quatre compagnies pétrolières multinationales – Exxon, Shell, BP et Total – a démontré que les gestionnaires de la compagnie ne reconnaissent pas l'existence du phénomène de la malédiction des ressources. Toutes les compagnies continuent à prétendre qu'elles apportent principalement des bénéfices aux pays hôtes et que leurs activités profitent aux pays dans lesquelles elles exercent, malgré l'évidence accablante de la malédiction des ressources.

5. References

1. Alt, James E., and David Dreyer Lassen. (2006a). Fiscal transparency, political parties, and debt in OECD countries. *European Economic Review* 50 (6): 1403 39.
2. Alt, James E., and David Dreyer Lassen. (2006b). Transparency, political polarization, and political budget cycles in OECD countries. *American Journal of Political Science* 50 (3): 530 50.
3. Blowfield, Michael, and Jedrzej George Frynas. (2005). Editorial: setting new agendas critical perspectives on corporate social responsibility in the developing world. *International Affairs* 81 (3): 499 513.
4. Collier, Paul, and Anke Hoeffler. (1998). On the economic causes of civil war. *Oxford Economic Papers* 50: 563 73.
5. Collier, Paul, and Anke Hoeffler. (2000). Greed and Grievance in Civil War. Policy Research Working Paper 2355. Washington, DC: World Bank.
6. Corden, W. M. (1984). Booming sector and Dutch disease economics: survey and consolidation. *Oxford Economic Papers* 36: 359 80.
7. Economist Intelligence Unit. (2006). Country Profile 2006 Azerbaijan. London: Economist Intelligence Unit.
8. Elbadawi, Ibrahim, and Nicholas Sambanis. (2000). Why are there so many civil wars in Africa? Understanding and preventing violent conflict. *Journal of African Economies* 9 (3): 244 69.
9. Frynas, Jedrzej George. (2008). Corporate social responsibility and international development: critical assessment. *Corporate Governance: An International Review* 16 (4): 274 81.
10. Gelb, Alan et al. (1988). *Oil Windfalls: Blessing or curse*. New York: Oxford University Press.

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

11. Gelos, Gaston, and Shang-Jin Wei. (2005). Transparency and international portfolio holdings. *Journal of Finance* 60 (6): 2987-3020.
12. Glennerster, Rachel, and Yongseok Shin. (2003). *Is Transparency Good for You, and Can the IMF Help?* Washington, DC: International Monetary Fund.
13. Gulbrandsen, Lars H. and Arild Moe. (2007). BP in Azerbaijan: a test case of the potential and limits of the CSR agenda? *Third World Quarterly* 28 (4): 813-30.
14. Gylfason, Thorvaldur. (2001). Natural resources, education and economic development. *European Economic Review* 45: 847-59.
15. Henriques, Adrian. (2007). *Corporate Truth: The Limits to Transparency*. London: Earthscan.
16. Heywood, Andrew. (2002). *Politics*, 2nd edn. Houndmills: Palgrave.
17. Hojman, D. E. (2002). The political economy of Chile's fast economic growth: an Olsonian interpretation. *Public Choice* 111 (1/2): 155-78.
18. Jan Schmitz et Jan Schrader, (2015). « Corporate Social Responsibility: A Microeconomic Review of the literature », *Journal of Economic Surveys*, vol. 29, No 1,.
19. Jędrzej George Frynas., (2009). « Beyond Corporate Social Responsibility : Oil Multinationals and Social Challenges », Cambridge University Press,.
20. Karl, Terry L. (2005). Understanding the resource curse. In *Covering Oil*, ed. S. Tsalik and A. Schiffrin. New York: Open Society Institute, 21-30.
21. Keen, David. (1998). *The Economic Functions of Violence in Civil Wars*. Adelphi Paper 320. Oxford: Oxford University Press.
22. Leite, Carlos, and Jens Weidmann. (1999). *Does Mother Nature Corrupt? Natural Resources, Corruption and Economic Growth*. Washington, DC: International Monetary Fund.
23. MacDonald, Kate. (2007). Globalising justice within coffee supply chains? Fair Trade, Starbucks and the transformation of supply chain governance. *Third World Quarterly* 28 (4): 793-812.
24. Milton Friedman, (1970). « The social responsibility of business is to increase its profits ». *New York Times Magazine*, Sept.
25. Ross, Michael L. (1999). The political economy of the resource curse. *World Politics* 51 (2): 297-322.
26. Sachs, Jeffrey D. and Andrew M. Warner. (1999). The big push, natural resource booms and growth. *Journal of Development Economics* 59 (1): 43-76.
27. Sachs, Jeffrey D. and Andrew M. Warner. (2001). Natural resources and economic development: the curse of natural resources. *European Economic Review* 45: 827-38.
28. Sarraf, Maria and Moortaza Jiwani. (2001). *Beating the Resource Curse: The Case of Botswana*. Washington, DC: World Bank.
29. Shultz, Jim. (2004). *Follow the Money: A Guide to Monitoring Budgets and Oil and Gas Revenues*. New York: Open Society Institute.
30. Skjærseth, Jon Birger, Kristian Tangen, Philip Swanson, Atle Christer Christiansen, Arild Moe and Leiv Lunde. (2004). *Limits to Corporate Social Responsibility: A Comparative Study of Four Major Oil Companies*. Lysaker, Norway: Fridtjof Nansen Institute.
31. Stevens, Paul. (2005). Resource curse and how to avoid it. *Journal of Energy and Development* 31 (1): 1-20.
32. Tallontire, Anne. (2007). Who regulates the agri-food chain? Towards a framework for understanding private standards initiatives. *Third World Quarterly* 28 (4): 775-91.
33. Transparency International. (2008). *Promoting Revenue Transparency 2008 Report on Revenue Transparency of Oil and Gas Companies*. Berlin: Transparency International.
34. United Nations Conference on Trade and Development. (2007). *World Investment Report Transnational Corporations, Extractive Industries and Development*. New York and Geneva: United Nations.

La malédiction des ressources et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) dans les pays à économie rentière (PP. 1-10)

35. Usui, N. (1996). Policy adjustments to the oil boom and their evaluation: the Dutch disease in Indonesia. *World Development* 24 (5): 887-900.